

**ANNE MUXEL
ADÉLAÏDE ZULFIKARPASIC**

**Les Français
sur le fil
de l'engagement**

LES FRANÇAIS SUR LE FIL DE L'ENGAGEMENT

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube
et Fondation Jean-Jaurès, 2022
www.editionsdelaub.com

ISBN 978-2-8159-4630-8

Anne Muxel
Adélaïde Zulfikarpasic

**Les Français
sur le fil de l'engagement**

*éditions de l'aube
fondation jean-jaurès*

Anne Muxel est directrice de recherches en sociologie et en science politique au CNRS (Cevipof/ Sciences Po). Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension des mutations de la citoyenneté et aux formes de la participation politique, notamment chez les jeunes générations. Elle a publié notamment *Politiquement jeune* (éditions de L'Aube/ Fondation Jean-Jaurès, 2018). Elle est administratrice de la Fondation Jean-Jaurès.

Adélaïde Zulfikarpasic est directrice de BVA Opinion. Après une formation en sociologie politique (Sciences Po), elle s'est spécialisée dans le suivi des enjeux d'opinion publique. Au sein d'instituts d'études et de sondages, elle accompagne depuis vingt ans de nombreux acteurs publics et privés dans la compréhension des évolutions de la société. Elle est également enseignante à Sciences Po et experte associée à la Fondation Jean-Jaurès.

Introduction

Avec la montée des extrêmes et la défiance grandissante des citoyens vis-à-vis de la classe politique, l'abstention compte parmi les signes communément admis d'une crise de la démocratie. Voilà maintenant plus de vingt ans qu'élection après election, journalistes, commentateurs et politologues convoquent « la crise démocratique » que nous traversons pour expliquer une participation électorale de plus en plus faible. Les élections régionales et départementales de juin 2021 ont été marquées par une abstention record (65,3 % au second tour des élections régionales, contre 41,5 % en 2015 ; 65,6 % au second tour des départementales contre 50 % en 2015). Ce sont près de deux électeurs sur trois qui ne se sont pas rendus aux urnes. Cette abstention est généralement interprétée comme le symptôme d'une indifférence grandissante, voire d'une apathie des

citoyens, insensibles à la chose publique, à l'intérêt général, voire à tout enjeu collectif. Sombre constat. Mais une participation électorale en baisse est-elle nécessairement le signe d'une désaffection des citoyens pour « la chose publique », d'un désengagement de ceux-ci ? Ou bien l'intérêt des citoyens pour la société dans laquelle ils évoluent, peut-il prendre d'autres formes ? En d'autres termes, l'engagement des citoyens dans la cité passe-t-il nécessairement par la participation électorale ?

Déjà, en 2006, Pierre Rosanvallon tempérait cette idée de « crise démocratique » dans son ouvrage *La Contre-démocratie*¹ : il y refusait le refrain sur la désaffection des citoyens. Pétitions, grèves, manifestations, militantisme de terrain montraient selon Pierre Rosanvallon une implication d'une autre nature, mettant à mal l'idée d'un repli sur la sphère privée et d'apathie politique. Pour lui, il s'agissait moins d'un déclin que d'une mutation de la citoyenneté. La démocratie ne se limite pas à sa dimension électorale. Les affaires de la cité n'intéressent pas moins les citoyens, mais ceux-ci chercheraient à s'y impliquer

1. Pierre Rosanvallon, *La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

autrement. Le citoyen serait toujours un citoyen actif, mais un « citoyen surveillant » davantage qu'un « citoyen électeur ». Qu'en est-il aujourd'hui ? Les Français s'impliquent-ils toujours dans la société ? L'engagement a-t-il toujours du sens pour eux ? Si oui, quels sont les registres comme les leviers de l'engagement ? Quelles formes prend-il ?

Cet ouvrage rend compte d'une étude permettant d'examiner les représentations comme les pratiques des Français sur un sujet qui fait l'objet, sinon de controverses, en tout cas de débats associés au diagnostic sur le fonctionnement de la démocratie dans notre pays¹. Déficit démocratique ou recomposition politique ? Affaiblissement ou reconfiguration des engagements ? Telles sont les interrogations qui traversent cet ouvrage. À partir de données

1. L'Institut BVA a mené une enquête pour le compte de la Fondation Jean-Jaurès sur le rapport des Français à l'engagement. Celle-ci a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française comptant 3 000 personnes âgées de dix-huit ans et plus et interrogées entre le 21 mai et le 2 juin 2021. Cette enquête a été ensuite complétée par un module supplémentaire prenant en compte les valeurs patriotiques et les engagements de proximité dont ont témoigné les Français durant la crise sanitaire.

ANNE MUXEL, ADÉLAÏDE ZULFIKARPASIC

inédites, il présente un état des lieux des dispositions actuelles des Français en matière d'engagement. Que disent-ils? Se perçoivent-ils comme plutôt engagés ou plutôt désengagés? Le sont-ils réellement? Et comment le sont-ils?

Qu'est-ce que s'engager pour les Français ?

L'engagement se traduit par des actes, mais il relève aussi de valeurs. Il s'applique à des pratiques, mais aussi à des représentations. L'engagement n'est pas seulement une disposition. Il suppose une interaction entre l'individu et le groupe, et plus largement entre l'individu et la société. Il définit un espace de négociation, mais aussi un contrat, plus ou moins tacite et explicite. Il est le résultat d'un mouvement, d'une projection de soi articulée à la reconnaissance d'une conscience collective, d'une cause, à tout le moins d'une altérité. Il s'inscrit dans une temporalité biographique, dans une configuration sociale et historique donnée.

Le terme « engagement » est polysémique: au-delà d'un sens initial très générique (« Acte par lequel on s'engage à accomplir quelque chose » – *Larousse*),

il recouvre une palette de nuances et de significations très diverses selon qu'on l'emploie dans un contexte juridique, professionnel (où il devient synonyme d'embauche), historique, voire médical, militaire ou même sportif. Dans les définitions qui en sont données, on ne trouve pas de lien clairement établi entre engagement et politique, engagement et vote ou encore entre engagement et démocratie. Tout au plus, nous pouvons nous référer à cette définition : « Fait de prendre parti sur les problèmes politiques ou sociaux par son action et ses discours. » (*Larousse*) Cette définition se fait un peu plus précise dans le dictionnaire de l'Académie française, mais il s'agit du sixième et dernier sens conféré au terme « engagement » : « Action de prendre parti pour une cause, une doctrine. *Un engagement politique*. Par extension. Action de participer activement à la vie sociale, politique, intellectuelle ou religieuse de son temps. *L'engagement d'un écrivain, d'un artiste*. »

Ce faisant, on perçoit la double dimension normative et militante de cette notion. Ce qui appelle un certain nombre de questions autour de l'engagement : Est-ce une valeur ? Est-ce une pratique ? Comment l'une et l'autre s'articulent-elles aux yeux

des Français ? Que représente et que signifie l'engagement pour eux ?

L'étude présentée dans cet ouvrage entend apporter un éclairage sur ces questions et dresse un état des lieux des perceptions et représentations des Français à ce sujet.

L'engagement : une notion perçue positivement

L'engagement apparaît comme une notion connotée très favorablement par les Français – le mot évoque quelque chose de positif pour 82 % d'entre eux –, même si seuls deux Français sur dix déclarent qu'elle résonne de façon « très positive » (19 %). Seule une très petite minorité de Français en ont une vision négative : « l'engagement » évoque quelque chose de négatif pour 5 % seulement des personnes interrogées, dont 1 % seulement quelque chose de « très négatif ». Pour 13 % des personnes interrogées, il s'agit d'un terme « ni positif, ni négatif ».

De façon quelque peu surprenante puisqu'on les décrit souvent comme encore moins engagés que leurs aînés, c'est chez les plus jeunes que le terme « engagement » est perçu le plus positivement. Il évoque

quelque chose de « très positif » pour près d'un jeune sur quatre : 24 % des 18-24 ans et 24 % également des primo-votants à la prochaine élection présidentielle (soit +5 points de plus que l'ensemble des Français). Les salariés d'une entreprise publique ou nationale sont plus enclins que les autres à considérer le mot positivement (32 % d'évocations « très positives », soit +13 points par rapport à l'ensemble de la population), ainsi que les personnes appartenant aux catégories socioprofessionnelles dites supérieures.

Le rapport individuel à une forme d'engagement, quelle qu'elle soit, constitue un autre facteur déterminant : ainsi, le terme évoque quelque chose de « très positif » pour les individus qui se considèrent comme des Gilets jaunes (27 %), parmi les personnes qui s'intéressent beaucoup à la politique (41 %) ou encore parmi celles qui considèrent que la démocratie fonctionne très bien (43 %).

Enfin, l'héritage familial a aussi une incidence sur l'appréciation du mot : 31 % des personnes qui considèrent leurs parents comme engagés, ainsi que 42 % de ceux qui déclarent que l'on parlait beaucoup de politique chez eux pendant leur enfance, accordent une connotation très positive au terme « engagement ».

L'engagement, une valeur

Interrogés sur ce que signifie pour eux personnellement le fait de « s'engager », les Français convoquent spontanément l'accomplissement d'un acte ou encore le fait de prendre parti pour une cause ou une conviction à défendre¹. Les autres acceptions possibles ne rentrent que très marginalement dans leur référentiel commun : seuls 8 % évoquent des représentations d'ordre juridique (« un contrat »), 5 % citent des éléments liés à l'engagement matrimonial, autrement dit le mariage, aucun ne mentionne l'engagement militaire ou encore l'engagement au sens sportif du terme. Leurs évocations relèvent davantage du champ individuel que collectif : 55 % des citations renvoient à des valeurs ou à une ligne de conduite personnelle. Ainsi, par exemple, 15 % des citations ont trait au fait de « donner sa parole et de la respecter, de tenir ses promesses », 11 % au fait « d'avoir des convictions et

1. Les Français étaient interrogés par l'intermédiaire d'une question ouverte (c'est-à-dire une question qui ne propose aucune modalité de réponse préétablie et dont l'analyse repose exclusivement sur des réponses et citations spontanées). Le questionnaire complet de l'étude figure en annexe n° 1.

de les défendre » ou encore 9 % au fait « d'être responsable ». 4 % des personnes interrogées évoquent spontanément « le fait de prendre des décisions » et 4 % également le fait « d'aller au bout des actions décidées ». 3 % des personnes interrogées évoquent des éléments ayant trait au fait de « s'investir », 3 % également la « fidélité » à des principes, et enfin 2 % le fait de « prendre position sur une question ».

Verbatim illustratifs des Français interrogés :

« L'engagement, c'est de se promettre ou de promettre à autrui de réaliser une action. »

« Une parole que l'on donne et pour laquelle il faut respecter cet engagement. »

« C'est que, quoi qu'il arrive, on effectuera l'action pour laquelle on s'est engagé. »

Une vision plus collective se dessine néanmoins pour une minorité de Français faisant état d'actions citoyennes. Elle représente 29 % des évocations spontanées. Citons, par exemple, le fait de « s'impliquer pour une cause » (14 %), l'engagement associatif ou humanitaire (8 %), l'armée (5 %), le bénévolat (4 %) ou encore « une implication citoyenne » (3 %).

Verbatim illustratifs de Français interrogés :

« S'engager, c'est être proche d'une cause, se sentir concerné (de près ou de loin) par cette cause. »

« Se porter volontaire, militer, défendre des idées. »

« Ça me fait penser aux associations, c'est mettre à disposition son temps libre et sa personne. »

L'engagement politique *stricto sensu* émerge très peu spontanément : il représente 3 % des citations seulement, la plupart ayant trait à l'engagement partisan, un résultat à peine plus élevé chez les plus âgés (4 % chez les soixante-cinq ans et plus) et qui grimpe à 8 % parmi les personnes s'intéressant beaucoup à la politique et à 10 % parmi celles ayant grandi au sein d'un foyer où l'on parlait beaucoup de politique. Ces chiffres confirment toute l'importance de la filiation sur ce sujet. Nous y reviendrons. La minoration de la dimension politique de l'engagement ne présume pas pour autant du lien qui unit politique et engagement. Cela signifie simplement que la politique, au sens institutionnel du terme, n'est pas la dimension principale qui est évoquée spontanément.